

Situation économique et financière en Amérique du Nord

André Sirard

Volume 56, numéro 4, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1104668ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1104668ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (imprimé)

2817-3465 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Sirard, A. (1989). Situation économique et financière en Amérique du Nord. *Assurances*, 56(4), 590–593. <https://doi.org/10.7202/1104668ar>

Résumé de l'article

Propulsée par la demande intérieure, notamment les dépenses d'investissement des entreprises, la croissance économique des principaux pays industrialisés s'est avérée relativement forte en 1988. La vigueur de cette sixième année d'expansion économique a donné lieu à une légère accélération de l'inflation et à une hausse notable des taux d'intérêt. Craignant une remontée importante des pressions inflationnistes, les banques centrales ont en effet resserré progressivement leur gestion monétaire. L'aplatissement graduel de la courbe des rendements à l'échéance, et même l'inversion au Royaume-Uni et au Canada, en fait état. En réaction à cette remontée des taux d'intérêt, la croissance économique au Japon, en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord va probablement décélérer en 1989, ce qui devrait amoindrir le risque d'une hausse substantielle de l'inflation et des taux d'intérêt.

Chronique économique

par

André Sirard⁽¹⁾

Situation économique et financière en Amérique du Nord

590

Propulsée par la demande intérieure, notamment les dépenses d'investissement des entreprises, la croissance économique des principaux pays industrialisés s'est avérée relativement forte en 1988. La vigueur de cette sixième année d'expansion économique a donné lieu à une légère accélération de l'inflation et à une hausse notable des taux d'intérêt. Craignant une remontée importante des pressions inflationnistes, les banques centrales ont en effet resserré progressivement leur gestion monétaire. L'aplatissement graduel de la courbe des rendements à l'échéance, et même l'inversion au Royaume-Uni et au Canada, en fait état. En réaction à cette remontée des taux d'intérêt, la croissance économique au Japon, en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord va probablement décélérer en 1989, ce qui devrait amoindrir le risque d'une hausse substantielle de l'inflation et des taux d'intérêt.

États-Unis

Aux États-Unis, la poursuite de l'expansion économique en 1988, laquelle a entraîné des tensions accrues sur le marché du travail et une utilisation intensive de la capacité de production, fait craindre que des pressions à la hausse ne s'exercent sur les salaires et les prix. La vigueur des exportations, aidée par la faiblesse du dollar américain et des investissements des entreprises, a plus que neutralisé l'impact négatif sur la croissance économique d'une progression moindre des dépenses des ménages. Dans cet environnement, la Réserve fédérale a adopté une politique de resserrement progressif du crédit visant à amoindrir les craintes d'un dérapage majeur sur le plan de l'inflation.

⁽¹⁾ M. André Sirard est à l'emploi de la firme Sodarcan inc., à titre d'économiste et de gestionnaire de portefeuille-titres à revenu fixe.

En 1989, la croissance économique perdra quelque peu en intensité aux États-Unis. Après avoir progressé d'environ 4% en 1988, le PNB réel américain pourrait évoluer à un rythme quelque peu inférieur à 2,5% en 1989, en raison de la décélération attendue de la demande intérieure, notamment du côté de la consommation de biens durables et des dépenses d'investissement des entreprises, et de la demande en provenance des principaux partenaires commerciaux des États-Unis. Le déficit commercial américain diminuera légèrement en 1989 ; le déficit au compte courant demeurera cependant très élevé. Le recul de l'activité économique pourrait s'accroître en 1990, en réaction à l'impact négatif d'un resserrement probable, bien que modéré, de la politique fiscale sous le nouveau gouvernement ; une hausse des taxes indirectes pourrait faire partie des mesures prises pour tenter de réduire le déficit budgétaire, lequel avoisine les 155 milliards \$.

591

Au cours des prochains mois, les taux d'intérêt pourraient augmenter légèrement aux États-Unis. La Réserve fédérale continuera de se montrer très attentive aux signes d'accélération de l'inflation ; en 1989, le taux d'inflation avoisinera probablement les 5%, comparativement à un peu plus de 4% en 1988. Le relèvement des taux d'intérêt ne peut être très important, compte tenu des problèmes persistants du système bancaire américain en raison de la faiblesse de leurs portefeuilles de prêts accordés aux secteurs agricole et énergétique et aux pays en développement. La marge de manoeuvre de la Réserve fédérale paraît d'autant plus étroite que le système financier américain est devenu plus vulnérable aux chocs. En effet, beaucoup de ménages et d'entreprises pourraient avoir des difficultés à rembourser leurs emprunts en cas de forte hausse des taux d'intérêt ou d'affaiblissement prononcé de l'activité économique. Dans le sillage du ralentissement économique et de craintes moindres au sujet de l'inflation, les taux d'intérêt pourraient avoir tendance à diminuer plus tard en 1989.

Canada

L'économie canadienne a progressé à un rythme rapide en 1988, supérieur à 4%, ce qui la classe au deuxième rang, après le Japon, sur le plan de la croissance économique parmi les principaux pays industrialisés. Les dépenses d'investissement des entreprises, surtout en machinerie et équipement pour moderniser l'appareil pro-

592

ductif, et de plus en plus dans la construction non résidentielle pour accroître la capacité de production, ont largement contribué à l'activité économique. Ces dépenses ont été particulièrement importantes dans le secteur des ressources naturelles, par suite d'une remontée du prix des matières premières (excluant le pétrole), ce qui a nettement favorisé les provinces de l'Ouest, et dans le secteur manufacturier, lequel se concentre en grande partie en Ontario et au Québec. Une utilisation soutenue de la capacité de production, reflétant la vigueur de la demande, une rentabilité élevée et des bilans financiers assainis, plus solides qu'aux États-Unis, auront permis cette poussée des dépenses en capital, normale dans une phase avancée de l'expansion économique.

En 1989, la croissance économique se poursuivra vraisemblablement au Canada, bien qu'à un rythme inférieur à celui de 1988, en raison d'une décélération probable de la demande intérieure. En cette septième année d'expansion économique, la croissance du PIB réel devrait se situer autour de 2,5%. Les dépenses d'investissement seront de nouveau l'élément moteur de la croissance économique ; leur contribution sera toutefois moindre qu'en 1988.

En dépit du stimulus fiscal prévu pour 1989 et de gains salariaux excédant le taux d'inflation, surtout en Ontario, compte tenu du niveau élevé de l'activité économique et des tensions grandissantes sur le marché du travail, les dépenses de consommation progresseront à un rythme modéré en 1989. Une croissance plus modeste de l'emploi, un taux d'endettement très élevé et un taux d'épargne relativement bas limitent en effet le potentiel d'accroissement des dépenses des ménages. Dans le domaine de la construction résidentielle, l'activité sera modique. La progression de la demande de crédit émanant des ménages devrait donc se ralentir sensiblement en 1989.

En ce qui concerne le secteur extérieur, la bonne tenue des partenaires commerciaux du Canada, notamment les États-Unis et le Royaume-Uni, a permis une accélération de la demande de produits canadiens en 1988, laquelle compensait la hausse des importations, imputable en grande partie à l'achat de machinerie et d'équipement. En 1989, la croissance des exportations devrait décélérer. Il en sera de même pour les importations, en raison du ralentissement de la demande intérieure. Le déficit du compte courant demeurera cepen-

dant élevé, du fait de paiements d'intérêt importants sur les emprunts canadiens à l'étranger.

En raison de la vigueur persistante de l'économie en 1988, la Banque du Canada s'est inquiétée des signes d'accélération de l'inflation et de demandes salariales plus élevées, surtout en Ontario. La hausse importante des taux d'intérêt à court terme, depuis le printemps dernier, fait état de la volonté de la banque centrale d'apaiser les anticipations d'activation de la spirale salaires-prix. Le resserrement de la politique monétaire fut tel que la courbe des rendements à l'échéance s'est inversée au Canada, le taux de rendement sur les bons du Trésor à trois mois excédant celui des obligations à long terme émises par le gouvernement canadien. Ce phénomène d'inversion avait été observé au début de 1986, lorsque le dollar canadien est passé temporairement sous la barre des 70 cents É.-U. Depuis le début de 1988, les écarts de taux d'intérêt à court terme entre le Canada et les États-Unis sont relativement élevés, ce qui alimente les entrées de capitaux au pays et contribue à la bonne tenue du dollar canadien face à la devise américaine.

593

Au cours des prochains mois, la conjoncture des marchés financiers risque de demeurer très volatile. L'incertitude étant grande au sujet des perspectives économiques et de l'inflation, la Banque du Canada devra se montrer circonspecte dans la conduite de la gestion monétaire. Tant que l'économie canadienne ne montrera pas de signes évidents de ralentissement économique, la banque centrale maintiendra sa politique actuelle, par prudence. Ces signes sont pour l'instant encore trop fragmentaires pour permettre un relâchement sur le plan de la politique monétaire. Par conséquent, une remontée additionnelle des taux d'intérêt n'est pas à exclure sur un horizon de trois à six mois. Les craintes de la Banque du Canada et des autres intervenants sur les marchés financiers allant en s'amenuisant au fur et à mesure que l'année 1989 s'écoulera, les taux d'intérêt pourraient avoir tendance à diminuer par la suite. En ce qui concerne le marché des changes, le dollar canadien a fait montre de beaucoup de volatilité ces derniers mois, surtout pour des raisons politiques mettant en jeu l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Des déficits persistants sur le plan budgétaire, d'une part, et sur le plan du compte courant, d'autre part, limitent le potentiel d'appréciation du dollar canadien.

Le 4 novembre 1988